 Date

Cher/Chère Monsieur/Madame le/la

Comme le disait le journal Le Soir dans son édito du 30 janvier, tous les jours, se mobilisent *“des flamands et des francophones, de gens de gauche et de droite, de socialistes et de libéraux, issus de milieux laïques comme catholiques, des personnes surtout qui généralement ne s’impliquent pas dans le débat public et ne se mêlent pas de politique par désir personnel, devoir de réserve ou éthique professionnelle, ou culte du secret”*. En tant que citoyen.ne, je fais partie de cette mobilisation.

En tant que citoyen.ne, je suis fermement attaché.e au respect réel des Droits de l’Homme et de la dignité humaine, de la démocratie et des libertés civiles. Parce qu’il porte justement atteinte à ces principes fondamentaux, je m’oppose au projet de loi du gouvernement fédéral sur les “visites domiciliaires”. Parce qu’il criminalise les personnes sans titre de séjour pour l’unique raison de ne pas avoir de papier, ce projet de loi est contraire aux valeurs universelles auxquelles je crois et qui sont le socle de nos sociétés démocratiques. Parce qu’il porte atteinte au principe d’inviolabilité du domicile privé, ce projet de loi est le reflet d’une violence aussi symbolique que pratique à l’encontre de l’ensemble de la population, avec ou sans papier.

Pour toutes ces raisons, en tant que citoyen.ne, je vous interpelle, Madame/Monsieur ..., pour vous demander, en tant que représent.e élu.e démocratiquement, que vous preniez position contre ce projet de loi sur les “visites domiciliaires”. Madame/Monsieur, êtes-vous favorable à ce texte ?

En tant que citoyen.ne, je vous interpelle également pour que notre conseil communal du 5 mars 2018 vote une motion déclarant la commune “hors visites domiciliaires”[[1]](#footnote-2). Madame/Monsieur, notre commune se déclarera-t-elle dans les prochains jours, hors de cette politique ?

En tant que citoyen.ne, fermement attaché.e aux principes démocratiques et aux droits humains fondamentaux, je revendique qu’il existe des solutions pragmatiques, dignes et constructives à la situation migratoire que nous connaissons actuellement. En tant que citoyen.ne, je suis convaincu.e qu’une autre politique migratoire est possible, plus humaine que ferme.

Vous remerciant pour l’attention que vous aurez bien voulu m’accorder, je reste dans l’attente, Madame/Monsieur, de vous lire rapidement. Veuillez agréer mes sentiments les plus distingués

Signature

1. A l’instar des 60 villes et communes de Amay, Andenne, Anderlues, Anderlecht, Aubange, Beauvechain, Berloz, Bornissart, Bruxelles-Ville, Charleroi, Chaumont-Gistoux, Colfontaine, Court Saint Etienne, Dison, Donceel, Drogenboos, Esneux, Evere, Farciennes, Fernelmont, Flémalle, Forest, Ganshoren, Gedinne, Grez Doiceau, Ixelles, Habay, Jemeppe-sur-Sambre, La Hulpe ; Lessines, Liège, Marche-en-Famenne, Marchin, Molenbeek-St-Jean, Mons, Mouscron, Namur, Nassogne, Neupré, Nivelles, Ohey, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Rebecq, Saint Josse-ten-Noode, Saint Ghislain, Seraing, Schaerbeek, Stoumont, Tournai, Tubize, Uccle, Verviers, Visé, Walcourt, Wanze, Welkenraedt, Wellin, Woluwé Saint Lambert, Watermael-Boitsfort, Yvoir. D’autres villes et communes sont également en passe de voter cette motion dans les jours qui viennent. [↑](#footnote-ref-2)